

A l'heure où nous travaillons au sein de ce conseil municipal, à l'heure où beaucoup de gens se reposent chez eux au chaud après une journée de travail,... il y a une cinquantaine de personnes, des hommes, des femmes, de très nombreux enfants en bas âge qui sont dehors. Ils ne sont pas très loin de chez nous. Depuis le début de la semaine et plus particulièrement depuis hier matin, ils errent sur les routes de ville en ville à la recherche d'un endroit où tout simplement s'arrêter, se poser, se reposer. Mais, dès qu'ils s'arrêtent les forces de police les obligent à se déplacer à nouveau.

Ils sont administrativement en situation irrégulière mais ne sont pas expulsables (du moins pas pour le moment) ; ils n'ont tout simplement pas le droit d'être là. Et pourtant ils sont là et où peuvent-ils aller ?

Ces hommes, ces femmes, ces enfants sont des Roms qui étaient installés à Dourges et qui avaient pour seul soutien une poignée de membres du Collectif Fraternité Roms bassin minier 62. Ces militants demandent simplement aujourd'hui que ces personnes là (comme beaucoup disent) soient traitées comme des êtres humains.

Notre commune n'est pas directement concernée aujourd'hui par cette question mais nous ne pouvons pas rester indifférents en tant que citoyen d'un pays qui se dit celui des Droits de l'Homme.

Nous ne pourrions pas dire comme certains à une autre époque « je ne savais pas ».

Que chacun prenne ses responsabilités et s'indigne à sa mesure vis-à-vis de cette politique qui ignore les Droits humains fondamentaux.